

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.40/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 e) i)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République arabe d'Égypte pour le

Projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Abdelhamid Abdouli

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2248

courriel: a.abdouli@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

MAMVT	Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres
MIRH	Ministère de l'irrigation et des ressources hydrauliques
PTPE	Petites et très petites entreprises
FSD	Fonds social de développement

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République arabe d'Égypte pour le Projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Carte de la zone du projet

Arab Republic of Egypt

On-farm Irrigation Development Project in the Oldlands



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position de FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République arabe d'Égypte

Projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République arabe d'Égypte
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres
Coût total du projet:	72,1 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	29,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 47,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	630 000 DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA	20 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, avec un taux d'intérêt égal à la moitié (50%) du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Contribution de l'emprunteur:	15,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	8,8 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République arabe d'Égypte pour le projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet a pour but d'aider le gouvernement à relever le double défi qui consiste à accroître la productivité hydraulique et à améliorer les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres tout en complétant les opérations des autres donateurs.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République arabe d'Égypte un prêt d'un montant de 29,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 47,0 millions d'USD) à des conditions intermédiaires, et un don d'un montant de 630 000 DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD), pour contribuer au financement du projet de développement de l'irrigation en exploitation sur les terres anciennes. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à la moitié (50%) du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Égypte au titre du SAFP est de 48,0 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Les montants totaux du prêt et du don s'inscrivent dans l'allocation triennale.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Les engagements de l'Égypte à moyen terme sont conformes au cadre de dépenses à moyen terme énoncé dans le sixième plan quinquennal pour le développement socioéconomique, qui couvre la période 2007-2012. Compte tenu de la fragilité du budget du pays, le plan d'urgence présenté par le gouvernement, au cas où les difficultés budgétaires s'accroîtraient, consiste à reporter les dépenses non prioritaires tout en préservant les dépenses à caractère social. Le projet revêt un haut niveau de priorité dans les plans d'investissement du gouvernement. Les versements annuels consacrés au prêt et au don sont alignés sur le budget de l'État.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. La gestion par le pays de sa dette extérieure s'est améliorée en termes tant de volume que de remboursement. Le taux de croissance du PIB réel, estimé par la Banque mondiale à 7,3% pour 2007-2008, s'appuie sur une forte reprise des exportations et une hausse marquée de l'investissement privé, deux tendances qui témoignent de la réussite des réformes en cours. L'Égypte se classe pour la quatrième fois parmi les 10 pays les plus actifs en matière de réforme. Le ratio de la dette totale par rapport au PIB, le coefficient de service de la dette demeurent supportables, s'établissant respectivement à 23,3% et 5,0% pour 2007. Les versements totaux au titre de tous les projets en cours dans le pays atteignent une moyenne de 1,6 million de DTS par an. Le gouvernement s'est jusqu'à présent bien acquitté de son obligation de remboursement des prêts du FIDA.

Flux de fonds

6. Les prêt et don du FIDA seront mis à disposition par le biais d'un accord de financement standard entre le Fonds et le gouvernement. La part du financement du FIDA destinée à la composante de développement des entreprises rurales et du microfinancement, mise en œuvre par le Fonds social de développement (FSD), sera versée dans le cadre d'accords de financement subsidiaires entre le Ministère de la coopération internationale et le FSD. Le reste du financement du FIDA ira

directement à l'unité nationale de coordination de projet, qui redistribuera les fonds aux unités de coordination de projet des gouvernorats conformément au plan de travail et budget annuel.

Modalités de supervision

7. Les prêt et don du FIDA seront directement supervisés par le Fonds. Il y aura au moins une mission complète de supervision et une mission de suivi chaque année. L'une des missions sera prévue de manière à coïncider avec un atelier d'examen annuel.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la lettre à l'emprunteur précisera les seuils au-delà desquels la passation des marchés devra faire l'objet d'un examen préalable; ii) les associations d'irrigants participeront au processus de passation de marchés; iii) les passations de marchés seront réalisées par l'unité nationale de coordination de projet, avec une représentation technique des partenaires d'exécution dans chaque gouvernorat; et iv) le FIDA assurera une supervision directe.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet se concentrera sur les groupes suivants: i) petits exploitants cultivant en moyenne trois feddans¹; ii) travailleurs sans terre; iii) jeunes chômeurs; et iv) ménages dirigés par une femme.

Méthode de ciblage

11. Le ciblage suivra une approche en trois temps: i) ciblage géographique pour recenser les gouvernorats où la pauvreté rurale est élevée et où les conditions agricoles/d'irrigation sont variées; ii) dans ces gouvernorats, sélection de zones d'intervention en matière d'irrigation qui remplissent certains critères techniques et comportent une majorité d'exploitations d'une superficie inférieure à trois feddans; et iii) interventions autociblées favorisant des activités complémentaires qui intéressent avant tout le groupe cible du projet.

Participation

12. En plus de prendre part au choix des zones d'intervention par l'intermédiaire des associations d'irrigants, les agriculteurs rembourseront sur vingt ans la totalité des coûts engendrés par les travaux d'amélioration des *mesqa* (canaux tertiaires) et du drainage en exploitation. Ils paieront également les pompes des *mesqa* sur trois ans sans intérêts, mais avec une marge de 10% pour les dépenses administratives. Les exploitants prendront aussi en charge le coût total de l'utilisation et de l'entretien des pompes.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le projet a pour objectif d'améliorer les moyens d'existence du groupe cible grâce à: i) une utilisation plus rationnelle de l'eau sur les exploitations; ii) des améliorations au niveau de la productivité agricole; iii) un appui à la commercialisation pour les petits exploitants et les sans-terre; et iv) la promotion de l'emploi et de la création de revenus en soutenant les petites et très petites entreprises (PTPE).

¹ Un feddan équivaut à 0,42 hectare.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le projet contribuera à renforcer les capacités: i) des organisations communautaires telles que les associations d'irrigants, les associations de développement des communautés et de commercialisation; et ii) des services publics tels que la vulgarisation, la recherche et l'irrigation, ainsi que le FSD. Ce renforcement des capacités passera par des formations, une assistance technique et un partage des connaissances.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Les objectifs du projet s'inscrivent dans le droit fil du programme d'options stratégiques pour le pays (2006) du FIDA, d'où l'accent mis sur la gestion des ressources hydrauliques, en particulier l'amélioration de l'irrigation en exploitation et la gestion participative de l'eau, la fourniture de services financiers ruraux, l'appui aux PTPE et les liens avec les marchés en vue de favoriser la création d'emplois dans le cadre d'un mouvement global de développement du secteur privé.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet est pleinement conforme à la stratégie de réduction de la pauvreté et à la stratégie de développement agricole et rural du gouvernement. La stratégie "Vision 2030" appelle à la promotion d'une agriculture plus efficace et davantage tournée vers les marchés qui optimise l'usage de la terre et de l'eau, tire profit des marchés d'exportation et renforce les capacités des organisations d'agriculteurs et d'utilisateurs s'agissant de gérer directement les ressources et d'améliorer leur position dans le rapport de forces qui s'établit sur le marché.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet est conçu de manière à prolonger et à compléter les activités du gouvernement et des donateurs visant à améliorer l'irrigation et à appuyer les PTPE. À cet égard, le projet multibailleurs d'amélioration et de gestion intégrées de l'irrigation mené par la Banque mondiale est particulièrement pertinent, de même que l'initiative engagée avec le soutien de la Banque africaine de développement pour appuyer les PTPE.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend quatre composantes: i) irrigation et gestion de l'eau; ii) amélioration de la compétitivité agricole; iii) développement des entreprises rurales et du microfinancement; et iv) coordination et gestion du projet.

Catégories de dépenses

19. Les catégories de dépenses sont les suivantes: i) travaux (61,6%); ii) moyens de transport, équipement et matériaux (1,8%); iii) assistance technique nationale/services de consultants (0,9%); iv) formation (4,6%); v) fonds renouvelables (16,1%); et vi) frais de fonctionnement (15%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Les partenaires d'exécution seront le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres (MAMVT), le Ministère de l'irrigation et des ressources hydrauliques (MIRH) et le FSD.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Outre qu'il sera le principal organisme d'exécution du projet, le MAMVT aura la charge des *marwa* (canaux quaternaires) et de l'amélioration de l'irrigation en exploitation, en étroite collaboration avec les bénéficiaires. Le MIRH supervisera toutes les interventions sur les canaux secondaires et les systèmes d'irrigation

principaux en amont de l'exploitation. Le FSD se verra confier la mise en œuvre du volet de développement des entreprises rurales et du microfinancement.

Rôle de l'assistance technique

22. L'assistance technique permettra de renforcer les capacités techniques et les capacités de gestion des services de conseil en matière d'irrigation et de vulgarisation agricole et des organisations communautaires telles que les associations d'irrigants et les associations de développement des communautés et de commercialisation.

Situation des principaux accords d'exécution

23. L'unité nationale de coordination de projet conclura un accord avec les partenaires suivants: i) le MAMVT pour la mise en œuvre des améliorations de l'irrigation au niveau des exploitations; ii) le MIRH pour la mise en œuvre des améliorations de l'irrigation en amont des exploitations; et iii) le FSD pour la mise en œuvre de la composante de développement des entreprises rurales et du microfinancement.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du projet est de 72,1 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont le FIDA (un prêt de 47,0 millions d'USD, soit 65,2%, et un don de 1,0 million d'USD, soit 1,4%), les bénéficiaires (8,8 millions d'USD, soit 12,2%) et le gouvernement (15,3 millions d'USD, soit 21,2%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. Un réseau d'irrigation desservant quelque 25 000 feddans (12 000 hectares) sera complètement remis en état. Au total, 79 140 foyers bénéficieront directement du projet à la faveur des améliorations attendues en matière d'utilisation de l'eau, de rendement et de production agricoles, d'accès aux marchés et de création d'emplois. Les investissements effectués dans le cadre du projet devraient donner lieu à des embauches saisonnières et à temps partiel pour 21 260 hommes et femmes.
26. Au plan institutionnel, les interventions au titre du projet consisteront à: i) renforcer les capacités des services de conseil en irrigation et vulgarisation agricole; ii) constituer et former 230 nouvelles associations d'irrigants, y compris des comités de *marwa*, aux niveaux des canaux secondaires et des *mesqa*, et consolider celles qui existent déjà ; iii) former et renforcer 46 associations de développement des communautés pour servir d'intermédiaires financiers dans les zones rurales; et iv) établir 104 associations de commercialisation et les former afin d'accroître leurs capacités techniques et leurs capacités de commercialisation et de gestion, ainsi que leur pouvoir de négociation face aux opérateurs et aux exportateurs. Ces mesures permettront un gain sensible en termes de capital social grâce à l'autonomisation des pauvres et de leurs organisations locales.

Viabilité économique et financière

27. Le taux de rentabilité économique (TRE) des investissements sur 20 ans est estimé à 18%, sans tenir compte du produit des activités génératrices de revenus financées par le crédit.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Le responsable du bureau de pays du FIDA au Caire organisera chaque année un atelier national de mise en œuvre du projet afin de permettre au personnel et aux autres partenaires d'exécution opérant dans les cinq gouvernorats de communiquer et de partager les enseignements tirés des différentes activités. De plus, le projet fera un usage intensif du réseau régional basé au Caire que finance le FIDA (KariaNet) en vue de confronter des expériences riches d'enseignements avec les projets du Fonds dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord ainsi qu'avec le FIDA et ses partenaires. Il nouera également des liens avec les initiatives menées

dans le cadre du don pour l'eau que le FIDA a accordé au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) et au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), de même qu'avec le Programme de renforcement des capacités de gestion orientée sur les résultats et l'impact, afin d'obtenir un appui continu au suivi et à l'évaluation.

Innovations en matière de développement

29. Le projet comprend un certain nombre d'éléments novateurs dans le contexte de la Haute-Égypte rurale: i) instauration d'une nouvelle approche intégrée de l'amélioration des systèmes d'irrigation où l'implication des usagers au niveau des canaux secondaires et en-deçà permettra d'assurer l'achèvement des travaux d'amélioration; ii) création d'associations d'irrigants aux niveaux des canaux secondaires et des *mesqa*, en liaison avec les comités de gestion de l'eau des *marwa* au niveau des exploitations; iii) reproduction de l'approche utilisant les recherches sur les systèmes d'exploitation agricole financées par le FIDA, une fois cette approche adaptée aux conditions locales afin de correspondre à la demande et au marché; et iv) adoption d'une approche participative de la vulgarisation pour maximiser les bénéfices de l'amélioration de l'irrigation en rassemblant, pour la première fois, le personnel de vulgarisation du MAMVT et des services de conseil en irrigation du MIRH afin de délivrer aux agriculteurs un message en ce qui concerne les cultures et l'utilisation de l'eau.

Approche d'élargissement

30. Le principal souci du gouvernement et du FIDA, dans la conception du projet, est de reproduire et d'élargir les nouveaux modèles d'irrigation en exploitation qui ont fait leurs preuves, de manière à réduire la pauvreté et à rationaliser la gestion des ressources hydrauliques sur une superficie de plus de 5 millions de feddans dans les terres anciennes.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le projet est confronté à trois principaux risques: i) un manque de coopération entre les organismes d'exécution du projet, risque atténué par l'implantation d'équipes spécialisées conjointes issues du MAMVT et du MIRH au sein des unités de coordination de projet des gouvernorats, par la mise en œuvre d'accords entre les partenaires et par une supervision directe intensive de la part du FIDA; ii) le non-respect par les sous-traitants de leurs engagements, risque atténué par leur présélection et par un découpage des marchés en lots suffisamment restreints pour permettre une concurrence loyale entre les petits entrepreneurs; et iii) le changement climatique résultant du réchauffement planétaire, risque atténué par une utilisation plus rationnelle de l'eau et par l'introduction de variétés résistantes à la chaleur.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne présente pas de risque notable pour l'environnement.

K. Durabilité

33. La conception du projet s'inspire des enseignements tirés des projets du FIDA en Égypte et des récentes améliorations de l'irrigation réalisées par le gouvernement et les donateurs. Elle intègre pleinement des éléments importants pour garantir l'existence de stratégies de sortie, en privilégiant la gestion des activités par les groupes d'usagers et les organisations locales, le renforcement des capacités, le recouvrement des coûts, la participation du secteur privé et un fort engagement des institutions. S'agissant de la finance rurale et de la promotion des PTPE, le projet proposé s'appuie sur l'assurance que les meilleures pratiques de microfinance reconnues à l'échelle internationale et adoptées par le FSD seront mises en œuvre afin d'assurer la durabilité des services financiers dans la zone du projet.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République arabe d'Égypte et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur et bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République arabe d'Égypte est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République arabe d'Égypte un prêt à des conditions intermédiaires d'un montant équivalant à vingt-neuf millions six cent mille droits de tirage spéciaux (29 600 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République arabe d'Égypte un don d'un montant équivalant à six cent trente mille droits de tirage spéciaux (630 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "On-farm Irrigation Development Project in the Oldlands (OFIDO)"

(Negotiations concluded on 12 November 2009)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: On-farm Irrigation Development Project in the Oldlands (OFIDO)
(the "Project")

The Arab Republic of Egypt (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 and approved by IFAD's Executive Board at its ninety-sixth session, as may be amended from time to time (the "General Conditions") constitutes, and all provisions thereof, an integral part of this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is SDR 29 600 000.
B. The amount of the Grant is SDR 630 000.
2. The Loan is granted on intermediate terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. The Borrower has designated its Ministry of Finance for the purpose of handling, on behalf of the Borrower, debt service payments with respect to the Loan and in accordance with this Agreement.

6. There shall be: (a) two Project Accounts, one for the Loan and one for the Grant, for Project operations for the benefit of the Lead Project Agency; and (b) a Project Account for the Loan for Project operations for the benefit of the Social Fund for Development (SFD) (hereinafter referred to collectively as "Project Accounts"). The Project Accounts shall be opened in a bank proposed by the Borrower and acceptable to the Fund.

7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in accordance with the AWPB in cash and in kind.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Land Reclamation (MALR).

2. The following are designated as additional Project Parties

- (a) Agricultural Research Center (ARC);
- (b) Executive Authority for Land Improvement Project (EALIP)
- (c) Ministry of Water Resources and irrigation (MWRI); and
- (d) Social Fund for Development (SFD)

3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan and Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. (a) The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: A Framework for Collaboration Agreement between the National Project Coordination Unit and the Project Parties shall have been finalized, in accordance with Schedule 1 paragraph 7 hereof.

(b) The following is designated as a specific condition precedent to disbursement under Category V (Revolving Fund) in what regards the financing of Component 3 (Rural Enterprise and Microfinance Development) of the Project: A Subsidiary Loan Agreement shall have been finalized between the Borrower and SFD in accordance with Schedule 1 paragraph 11.3 hereof.

2. (a) The following are the designated representatives of the Parties:

For the Borrower: The Minister of International Cooperation or any other person that the Minister may designate.

For the Fund: The President of IFAD.

(b) The following are the addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of International Cooperation (MIC)
8 Adly Street
Cairo, Egypt

With copy to:

Ministry of Agriculture and Land Reclamation
1 Nadi El-Said Street,
Dokki, Giza
Egypt

Social Fund for Development
120 Mohie El-Din Abdou El Ezz St. Mohandessin,
Giza,
Egypt

For the Fund:

International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Borrower

For the Fund

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit the poorer strata of rural population in selected priority areas of the five Egyptian Governorates of Assiut, Qena, Sohag, Kafr El Sheikh and Beheira (the "Project Area"). This shall include primarily smallholders holding average of three feddans, tenants, sharecroppers and the landless people giving priority to unemployed youth and poor rural women and women household heads.

2. *Goal.* The goal of the Project is to improve the livelihoods of the rural poor in the Project Area through targeted interventions to enhance farms production potential and raise households' income.

3. *Objectives.* The objectives of the Project are: (a) improvements in the irrigation network, where priority will be given to areas cultivated by an overwhelming majority of farmers owning average of three feddan; (b) improvements in agricultural productivity on small holdings through an appropriate integrated research and extension system; (c) support to marketing for small holders and the landless; and (d) support for job creation and income generating micro and small enterprises for the poor, landless, women and youth through better access to rural financial services and capacity building.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (a) On-farm irrigation and water management; (b) Agriculture competitiveness enhancement; (c) Rural enterprise and micro finance development; and (d) Project coordination and management.

- (a) **Irrigation and Water Management.** The overall component objective is to increase agriculture production and farm incomes of the Target Population by improving on farm irrigation and water management. This is to be achieved through: (i) improved irrigation systems, including their design and supervision, at on-farm level for more rational use of irrigation water; (ii) enhanced water management practices for more equitable distribution of available water; and (iii) greater and more effective participation of users and stakeholders in water management for sustained irrigation and crop production.
- (b) **Agriculture Competitiveness Enhancement.** This component shall provide demand driven training and agriculture technical assistance to farmers individually and through the Marketing Associations (MAs), the Water User Organizations (WUOs) and Farmers' Organizations (FOs). It will support a participatory research/extension approach and on-farm farming system research.
- (c) **Rural Enterprise and Micro Finance Development.** The component shall provide necessary access to finance, capacity building and business advisory services for on and off farm micro and small enterprises to the rural households in Project Area villages.
- (d) **Project Coordination and Management.** The component provides for coordination and management of Project activities at governorate and national levels, and establishes, operates and maintains a strong monitoring and evaluation system to measure progress and impacts of the Project.

II. Implementation Arrangements

A. General

5. *Lead Project Agency (LPA)*. The Ministry of Agriculture and Land Reclamation (MALR) shall be the Lead Project Agency and shall have overall responsibility for Project implementation.

6. *Project Steering Committee (PSC)*. The PSC shall be chaired by the Minister of the MALR or his/her representative, with members representing the Project Area governorates, the Ministry of Water Resources and Irrigation (MWRI), the Ministry of International Cooperation (MIC) and the Social Fund for Development (SFD). The PSC shall have the overall responsibility for: (a) ensuring that Project activities are in compliance with the Borrower's policies; (b) approving selection of the proposed irrigation command areas for Project intervention; (c) approving consolidated Project Annual Work Plan and Budgets (AWPBs); (d) ensuring that Project interventions are coordinated where appropriate with other development programmes and projects; and (e) generally overseeing the systematic implementation of the Project.

7. *National Project Coordination Unit (NPCU)*. The NPCU shall be headed by a National Project Coordinator (NPC) appointed by the LPA. It shall report to the Minister of the MALR and to the PSC, and its staff shall include at least: a Project Manager, a Financial Officer, a Procurement Officer, a Monitoring and Evaluation (M&E) Officer, and Accountant and other ancillary staff. The NPCU shall have the overall responsibility for: (a) coordination and liaison with implementing partners; (b) overall Project programming; (c) financial management; (d) contracting implementing partners to execute Project activities; (e) monitoring and evaluation; (f) progress reporting; and (g) liaison with the Borrower and with the Fund. The NPCU shall enter into a Framework for Collaboration Agreement with the Project Parties which shall be submitted to the Fund prior to its finalization for its no objection.

8. *Governorate Project Coordination Unit (GPCU)*. A small Project Coordination Unit at governorate level shall be established in each governorate. Each GPCU shall be located in the Governorate Directorate of Agriculture and shall report to the NPCU. It shall have overall responsibility for: (a) selection of Project intervention area; (b) contracting implementing partners at the governorate level to execute Project activities; (c) managing project funds at the governorate level; (d) monitoring and evaluation; and (e) reporting.

9. *Mid-Term Review*. The LPA, MIC and the Fund shall jointly carry out a review of Project implementation no later than the end of the Project's fourth year. The review shall cover, among other things: (a) the implementation approach, targeting, effectiveness and progressing of the on-farm irrigation improvement and demand driven research and extension services; (b) the performance of WUOs, MAs and FOs in sustainable management of water delivery and maintenance; (c) the process of formation, financial management and performance of micro finance intermediaries; and (d) the effectiveness of NPCU and GPCUs in respect of Project implementation and coordination, planning and budgeting procedures and the flow of funds management.

10. *Project Implementation Manual (PIM)*. The NPCU shall prepare a draft Project Implementation Manual acceptable to the Fund and submit it for approval to the LPA. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the LPA to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

B. Component management

11. The Project shall finance a series of interventions under four main components:

11.1 Irrigation and Water Management Component.

The component shall include: (a) Rehabilitation and Development of On-farm Irrigation Systems (mesqas and marwas); and (b) Institutional Development and Capacity Building. The MWRI shall be responsible for the implementation of Mesqa improvements under contractual agreements with LPA through EALIP. The MALR shall be responsible for the implementation of Marwa and on-farm improvements in full collaboration with the Project Target Population. EALIP will be responsible, among other things, for the cost recovery of the Works.

11.2 Agriculture Competitiveness Enhancement

The Lead Project Agency through ARC and in collaboration with the Governorate Directorates of Agriculture in each Project Area Governorate shall be responsible for the implementation of the Agriculture Competitiveness Enhancement component, through specialised teams composed of extension staff (MALR) and irrigation advisors (MWRI).

11.3 Rural Enterprise and Micro Finance Development

The Social Fund for Development shall be responsible for the implementation/financing of the Rural Enterprises and Micro Finance Development component through its Small Enterprise Development Organization (SEDO) using banks as intermediaries and /or through direct lending from SFD (for small loans). The SFD's microfinance central sector finances micro loans through non governmental organizations and microfinance institutions (MFIs) and/or other channels in the various Governorates of the Project Area using their standard operational policies, practices and procedures as well as the Project regulations and guidelines. The Borrower shall enter into a Subsidiary Loan Agreement with the SFD for the implementation of this component, which shall be acceptable to the Fund.

11.4 Project Coordination and Management

Through this component Project activities included in the three components above shall be coordinated and managed at governorate and national levels by the NPCU and its five GPCUs.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed
I. Works	19 740 000		100% net of taxes
II. Means of Transportation, Equipment and Materials	670 000		100% net of taxes
III. National TA/ Consulting Services		30 000	100% net of taxes and other contributors
IV. Training		600 000	28% of total expenditure
V. Revolving fund	6 230 000		100% of total expenditure
VI. Unallocated	2 960 000		
TOTAL	29 600 000	630 000	

2. The terms used in the Table above are defined as follows:

- (a) "Works" means activities related to the Irrigation and Water Management Component of this Agreement.
- (b) "Revolving Fund" means sub loans for Small Enterprises and microfinance, implemented by SFD.
- (c) "Means of Transportation" means vehicles, motorcycles, tractors, pick-ups and trucks.

Key reference documents

Country reference documents

Agricultural Development Strategy 2030

MALR – Executive Authority for Land Improvement Projects (EALIP)

SFD. Law 141/2004 on the Development of Small Enterprises & Its Executive Regulations

Multi Donor Assessment of SFD

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

Country Strategic Opportunities Programme

Administrative Procedures for Environmental Assessment

Project Completion Reports for the East Delta Newlands Agricultural Services Project (Loan 440-EG) and the Sohag Rural Development Project (SRDP) (Loan 484-EG) – April 2009

Country Programme Evaluation Report – July 2005

Upper Egypt Rural Development Project Design Report – April 2007

Egypt: Smallholder Contract Farming for High-Value and Organic Agricultural Exports - 2008

Other miscellaneous reference documents

GTZ. Agricultural Water Management Project – Strategic Paper No. 1 – January 2007 and The Training Curriculum, 2nd Edition - 2007

World Bank. Integrated Irrigation Improvement Management Project; Egypt Poverty Assessment Update – 16 September 2007; Upper Egypt-Challenges and priorities for Rural Development

UNDP, Egypt Human Development Report 2008

Logical framework

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions
Poverty reduction and improved livelihoods of small farmers, the landless, rural women and unemployed youth in the project area.	<ul style="list-style-type: none"> 40 000 Households with improvement in asset ownership index by end of project; Reduction in the prevalence of malnutrition for children under five; 40,000 households with increased income and improved food security by end of project implementation; Reduction of gender gap rate in employment. 	<ul style="list-style-type: none"> National Household Living Standard Surveys; Baseline and socio-economic surveys (gender-disaggregated); RIMS annual reporting and impact surveys; Project Completion Report. 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to pro-poor macro-economic policies and institutional reforms; Social, economic climate remains conducive to market-based development.
<p>Purposes/Objective by Component Irrigation and water management:</p> <ul style="list-style-type: none"> Improvement of water use efficiency and more equitable water distribution; Increase agriculture production and farm incomes of the project target group. 	<ul style="list-style-type: none"> command areas operating at a water efficiency level of not less than 70% by end of project implementation; 50% of the 225 <i>mesqa</i> canal and 6 branch canal WUOs to be established are operational after 3 years and 100% at end of project; 25% of female members represented in WUOs; 30% farmers adopting modern irrigation on the 12,000 fd to be rehabilitated in Lower Egypt and 10% on 13,000 fd in Upper Egypt by end of project; % change in value of production per cubic meter of water; improved yields of main crops at the head and tail end of <i>mesqas</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> WUO budgets and accounts; Project monitoring reports; RIMS annual reporting and impact surveys; Annual Impact Assessment; Annual progress and supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Annual O&M for off-farm infrastructure is effective; WUO operations fully transparent; Effective cooperation between MALR and MWRI; Proposed Water Law approved by e Peoples' Assembly and enforced.
<p>Agriculture competitiveness enhancement:</p> <p>As above, through promotion of demand-driven participatory farming system research and extension for crops, water and livestock.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Joint extension irrigation advisory teams operating after 3 years; 30% of farmers engaged in HVCs and organic farming; At least 50% increase in crop and livestock production and returns per unit land and water by end of project implementation. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS annual reporting and impact surveys; Project monitoring reports 	<ul style="list-style-type: none"> Economic policy conducive to private exporting of HVC and organic products.
<p>Rural enterprise and micro finance development:</p> <p>Increased access to rural finance by target groups for micro-enterprises and MSEs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 45 intermediary institutions sustainable by end of project; Number and volume of loans provided by gender; 104 MAs successfully linked with traders and exporters by end of project implementation; 48 MSEs, 14,000 micro-entrepreneurs developed and 21,000 direct job created, by end of project implementation; and 50% of loans provided for on-farm modern irrigation investments. 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> MSE and MSE business records and books/tax documents; Participating MFI(s) Reports; Reports of complementary project activities. 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> Conducive microfinance policy and macro-economic framework maintained; and Competence and enthusiasm of participating MFIs.

3

